

## **ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MUTUALISATION DE TRAVAUX DE REPRISE DE VOIRIE**

**Arrêté N° : SB-Environnement-2020-12**

La Communauté de Communes Terres Toulouses (CC2T) a la compétence assainissement comprenant la collecte et le traitement des eaux usées. Dans ce cadre, des travaux de mise en conformité de l'assainissement ont été réalisés dans la commune de Charmes-La-Côte avec notamment la pose de nouvelles conduites de collecte sur la route départementale D11E.

Parallèlement aux travaux de la CC2T, d'autres travaux impactant la voirie de la route départementale ont été ou doivent être engagés, notamment pour le renouvellement de conduites de distribution d'eau potable réalisé par le SMETS (ancien SIETS), l'enfouissement des réseaux secs réalisé par la commune de Charmes-La-Côte et la reprise de purges par le Département de Meurthe-et-Moselle.

Afin d'obtenir une homogénéité de la réfection de la couche de base et de la couche de roulement, d'éviter les tassements différentiels ultérieurs dus aux reconstitutions successives de la chaussée par les différents maîtres d'ouvrage, il est proposé de mutualiser ces travaux sous l'égide du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle qui piloterait ces travaux. Par ailleurs, cette opération présente globalement un intérêt économique (économie d'argent public) pour l'ensemble des parties prenantes. Il est proposé que cette mutualisation soit régie par une convention de travaux où chaque maître d'ouvrage contribue financièrement à la réfection globale en fonction de la quote-part de travaux ayant impacté la route départementale. Pour la communauté de Communes, la quote-part correspondant aux travaux d'assainissement a été estimée environ 3 250 € HT pour une surface impactée de l'ordre de 310 m<sup>2</sup> sur la route départementale (les modalités de calcul figurent dans la convention en annexe).

### **LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TERRES TOULOISES**

**Vu** la loi N°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,

**Vu** l'ordonnance N° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 1-II,

----

**Considérant** que dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, l'ordonnance N°2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 donne compétence au Président de l'EPCI, notamment pour ce type de conventionnement,

**Considérant** l'intérêt de conventionner sans délais pour coordonner les travaux de réfection de voirie,

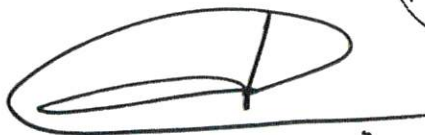
## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : est autorisée la signature d'une convention de travaux (document en annexe) pour la mutualisation des travaux de réfection de voirie sur le banc communal de la commune de Charmes-la-Côte entre le Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle, le SMETS (ancien SIETS), la commune de Charmes-la-Côte et la Communauté de Communes Terres Toulaises (CC2T).

**Article 2** : Ce présent arrêté sera transmis aux intéressés avec la convention, publié par la CC2T et transmis au contrôle de l'égalité.

Fait à Écrouves, le 16 juin 2020

Le Président



REÇU EN PREFECTURE

le 19/06/2020

Application agréée E-legalite.com

99\_AI-054-200070563-20200616-SB\_ENU\_2020